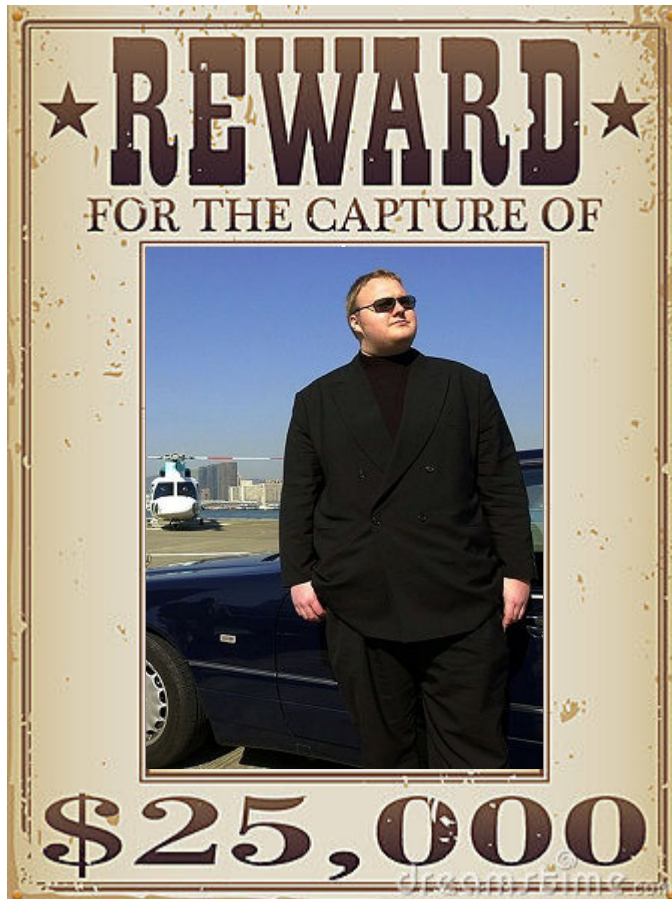


Thème 13 : Quels sont les enjeux de l'économie numérique ?

Partie 1 : Mission impossible

Les services secrets ont besoin de vous pour résoudre une enquête délicate. Plusieurs équipes d'agents spéciaux sont sur l'affaire. L'investigation semble difficile. Relèverez-vous le défi ?



Les indices :

- Il a été condamné en 1998 pour la revente au détail de numéros de cartes bancaires.
- Il a créé son affaire en 2005

Vos missions prioritaires :

1. Trouver l'identité (ou les identités) de cet homme (nous l'appellerons Monsieur X dans la suite du document).
2. Reconstituer sa biographie depuis 2005

Partie 2 : D'une vraie opportunité à l'illégalité : les raisons du conflit

L'arrestation de notre homme a conduit à un véritable déferlement d'articles de presse, de discussions sur les forums et réseaux sociaux, d'actions de protestation diverses (cf. les Anonymous). Pro-téléchargement et anti-téléchargement s'opposent violemment.

Vous décidez de comprendre comment on en est arrivé à des prises de position si radicales.

Pour ce faire, vous vous rendez à une conférence de Benjamin Bayart sur l'économie numérique :

- http://www.youtube.com/watch?v=9GrPSt16WIE&feature=player_embedded#!

1. Qui est Benjamin Bayart ?
2. Résumez ses propos.
3. En quoi Monsieur X a-t-il su saisir les opportunités que lui offrait l'économie numérique ?
4. Déterminer les principales sources de revenus de Monsieur X.

Vous vous êtes ensuite procuré l'interview d'artistes qui s'expriment sur les évolutions de leur métier induites par l'économie numérique :

- <http://www.europeenimages.net/action-afficherAccueil-film-1154.html>

5. Résumez les propos des artistes interrogés
6. Trouvez ce que reproche la justice américaine à Monsieur X.
7. Pour la séance suivante, recherchez des définitions pour les termes suivants :
 - Droit d'auteur
 - Economie de l'abondance
 - Economie de la rareté
 - Economie numérique
8. A partir des deux vidéos et de votre réflexion personnelle, proposez un schéma destiné à montrer comment l'économie numérique, en remplaçant l'économie de la rareté par l'économie de l'abondance, pose problème pour l'application des droits d'auteur.

Partie 3 : L'affaire se complique...

Notre homme envisage d'engager les meilleurs avocats de la planète... C'est-à-dire vous ! (vous savez décidément tout faire !!!).

Il vous demande de préparer sa défense en réunissant des éléments à décharge et en anticipant les éléments à charge qui risquent d'être développés par l'accusation.

Une première recherche rapide vous a conduit aux documents suivants :

Document 1 : Radiohead : L'industrie du disque est responsable du piratage

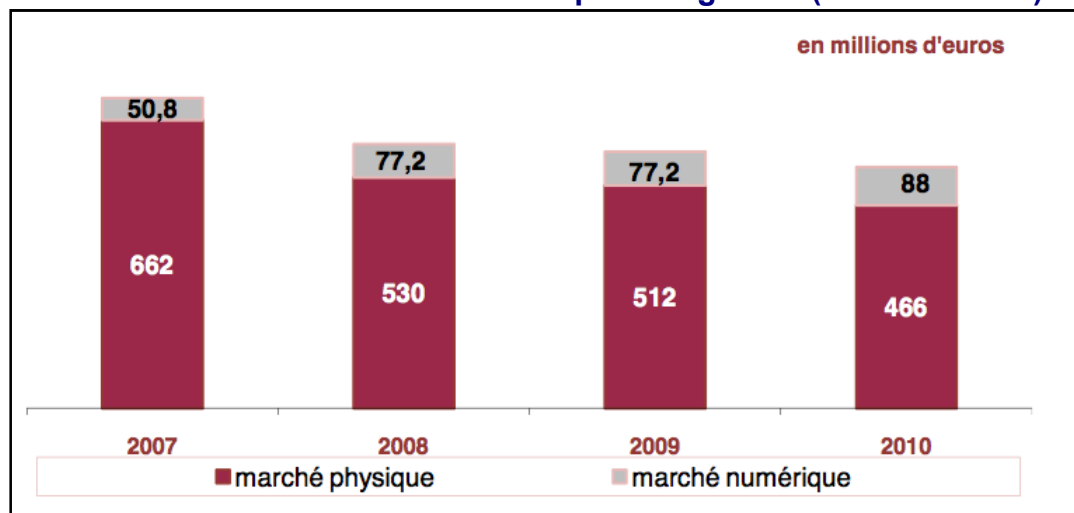
- Publié le : dimanche 24 janvier 2010

Radiohead n'a pas de problème avec le piratage de musique, et prétend que l'industrie du disque est responsable. Le guitariste, Ed O'Brien, accuse l'industrie de ne pas s'être adaptée au digital plus rapidement, et enfonce le clou, en disant que l'industrie du disque est seule responsable de la situation actuelle de la musique. 'J'ai un problème quand j'entends ' le piratage tue l'industrie, ça nous écartèle'. Je n'y crois pas du tout ... Les pirates n'achètent peut être pas les albums mais ils vont aux concerts, achètent des t-shirts etc... Le business a changé, il faut plus de sites vendeurs de musique, il faut baisser les prix pour être compétitifs avec le peer-to-peer. « C'est le problème des 10 dernières années, nous en sommes là car rien n'a été fait avant. »



Source : <http://musique.skytopic.org>

Document 2 : Evolution du marché de la musique enregistrée (données 2011)



- le marché numérique : 88.1 millions d'euros, en hausse de 14.1 %.
- le marché physique : 466.3 millions d'euros, en baisse de 8.9 %.

Document 3 : Bono contre le téléchargement illégal (Publié le 3 janvier 2010).

Le chanteur du groupe de rock irlandais U2 Bono a appelé dimanche à renforcer la lutte contre le téléchargement illégal sur internet de films et de musique, estimant que cette pratique nuit aux artistes.

«La seule chose qui protège les industries du cinéma et de la télévision du destin qu'ont connu la musique et les journaux est la taille des fichiers», écrit le chanteur dans une tribune publiée dans le New York Times.

«Vivre de la vente des places de concert et des ventes de T-shirts»

Or, souligne-t-il, le développement continu des bandes passantes laisse penser que dans «à peine quelques années on pourra télécharger une entière saison de (la série télévisée) «24 heures chrono» en 24 secondes».

«Une décennie de partage et de vol de fichiers musicaux a montré à l'évidence que ceux qui en souffrent sont les artistes (...), précisément les jeunes auteurs compositeurs de chansons qui ne peuvent pas vivre de la vente de places de concerts et des ventes de T-shirts», poursuit Bono.

«L'industrie la plus créative du monde»

Selon lui, les efforts mis en oeuvre par les Etats-Unis pour lutter contre la pornographie infantile sur Internet et ceux déployés par Pékin pour traquer les cyberdissidents démontrent qu'il est «parfaitement possible de suivre» le contenu circulant sur le web.

Peut-être les magnats du cinéma réussiront-ils là où les musiciens ont échoué et «mobiliser les Etats-Unis pour la défense de l'industrie la plus créative du monde», ajoute le rockeur irlandais.

Source : <http://www.france24.com>

Document 4 : MegaUpload : Elie Semoun contre le téléchargement illégal (Publié le 30 janvier 2012)

Elie Semoun n'est pas du genre à faire dans la langue de bois, alors quand on lui demande ce qu'il pense de la fermeture de MegaUpload, sa réponse ne se fait pas attendre : « Je trouve ça très bien », lance-t-il. « Les gens ne se rendent pas compte que c'est une manière de voler les artistes », explique-t-il avant de parler des dérives d'Internet.

Il revient alors sur un événement qui l'a particulièrement troublé la semaine dernière alors qu'il se produisait sur la scène du Trianon avec son nouveau spectacle Tranches de vie. « Une femme s'est mise à filmer mon spectacle. Je lui ai demandé d'arrêter. Le lendemain, elle a posté un commentaire désobligeant sur Twitter, ce qui a suscité une vive polémique. Les gens ne se rendent pas compte que c'est perturbant pour un artiste de voir quelqu'un vous filmer ou vous prendre en photo alors que vous êtes en train de jouer. »

« Ce n'est rien d'autre que du vol »

Elie Semoun, qui a toujours milité contre le téléchargement illégal, précise que ce n'est pas la première fois que ça lui arrive. « L'autre soir, Muriel Robin (sa metteur en scène, ndlr) est venue assister à mon spectacle. Elle s'est assise en plein milieu de la salle pour voir la réaction des spectateurs. Elle a été scandalisée de voir que les flashes crépitaient dans tous les sens. Ce n'est rien d'autre que du vol Et lorsque l'on dit des vérités, on passe pour des enfoirés. C'est le monde à l'envers », affirme-t-il scandalisé. « C'est comme si l'on venait manger dans leur frigo ».

Source : <http://www.francesoir.fr>

Document 5 : Jacques Attali répond aux artistes (extraits)

- Publié le 16 mars 2009 (pendant le débat à l'Assemblée sur le projet de loi Hadopi)

La loi Hadopi ne protège pas la culture mais les revenus de quelques entreprises. La gratuité des échanges sur le Net ouvre de formidables opportunités.

Bien des artistes ne semblent pas admettre que l'Internet leur ouvre de formidables potentialités créatrices, que le projet de loi dite Hadopi, qui vise à interdire le téléchargement gratuit, ne vise pas à les protéger, mais à réserver l'essentiel de la valeur produite à quelques entreprises, et qu'un autre système de rémunération, fondé sur la nature profonde de l'Internet, leur assurerait un meilleur revenu et une bien meilleure reconnaissance sociale, s'ils s'en emparent avant que ne s'y rallient les entreprises qui la combattent aujourd'hui.

1. Le commerce de la musique et du cinéma sur l'Internet obéit au même modèle économique qu'à la radio ou à la télévision.

Quand la radio est apparue, bien des artistes refusèrent d'y parler, ou de laisser leurs disques y passer, de peur de perdre des spectateurs pour leurs concerts. Puis ils comprirent que la gratuité de la radio créait de la demande pour leur musique. De même, la télévision, longtemps vue comme un ennemi du cinéma, en est aujourd'hui le premier agent de promotion. Et, comme la radio est une des premières sources de financement de la musique, la télévision est en France la première source de financement du cinéma. Radio et télévision ont même profondément influencé la nature du geste créateur.

La gratuité des échanges est aussi dans la nature de l'Internet, comme elle est dans celle de la radio et de la télévision. Plus rien n'empêchera les consommateurs d'échanger entre eux par email les millions, les milliards même, de fichiers musicaux ou de films dont ils disposent déjà. Rien ne les poussera à acheter davantage de CD, ni à payer le téléchargement de fichiers qui ne leur apportent aucune valeur ajoutée, artistique ou économique, par rapport au téléchargement gratuit. Pourtant, cette gratuité, légale ou non, n'empêchera pas la croissance économique planétaire, de la musique, du cinéma, des jeux vidéo et de tous les autres secteurs associés. Elle leur ouvrira même, au contraire, de formidables perspectives, artistiques et financières, comme la gratuité des livres, offerte par les bibliothèques, offre un formidable potentiel de développement à l'industrie du livre.

Cela ne signifie pas qu'il faille laisser ce domaine sans contrôle, en particulier sur la nature de ce qui y est diffusé: la gratuité ne supprime pas la nécessité de la règle, comme on le voit pour les services publics.

2. La gratuité d'un service pour le consommateur n'entraîne pas nécessairement celle du travail de celui qui le fournit.

Le fait qu'un produit ou un service soit gratuit pour les consommateurs ne signifie évidemment pas que celui qui le fabrique doive travailler gratuitement: par exemple, même si les soins des médecins à l'hôpital public sont gratuits, les médecins y sont payés. Les cours des professeurs de l'Education nationale sont gratuits, et les professeurs sont payés. L'écoute de la radio est gratuite, et ceux qui y travaillent sont payés, par la publicité et la redevance, c'est-à-dire par des recettes collectives.

Et comme les auteurs de livres (et les libraires) sont évidemment rémunérés, et doivent continuer de l'être, les auteurs et interprètes de musiques ou de films doivent évidemment l'être, même quand la technologie impose la gratuité. En particulier, ils doivent être rémunérés pour l'usage de leur œuvre sur le Net, comme ils le sont à la radio, par des droits d'auteurs répartis à partir d'une ressource globale, collectée auprès des principaux bénéficiaires du téléchargement, les fournisseurs d'accès à Internet, et distribuée ensuite par des sociétés dont les artistes doivent être les maîtres.

3. Le projet de loi actuel ne vise qu'à freiner le développement d'Internet pour préserver le profit des majors.

Contrairement à ce que beaucoup soutiennent, les consommateurs n'ont rien à gagner à ce texte: les peines de prison pour contrefaçon numérique prévues par les textes antérieurement en vigueur continueront de s'appliquer au pénal, en plus des sanctions nouvelles prévues par la loi Hadopi; la Cnil précise même, dans son avis sur ce projet de loi, que «sur la base de procès-verbaux constatant un même fait, la mise à disposition sur internet d'œuvres protégées par les droits d'auteur, les SPRD et les organismes de défense professionnelle pourront librement choisir de saisir l'Hadopi (...), le juge civil (...), le juge pénal». (...)

De même, les artistes, sans cesse mis en avant dans les débats, ne bénéficieront pas non plus de cette loi et les débats l'ont bien montré: tous les amendements proposés, même ceux venus de l'UMP, ont été refusés quand ils prévoyaient d'améliorer la rémunération des auteurs et interprètes (1). Comme si les artistes étaient des mineurs; comme si seuls leurs producteurs savaient utiliser l'argent public, si généreusement laissé dans leurs caisses par des crédits d'impôts ou par d'autres mécanismes. (...)

Jacques Attali, Source : www.slate.fr

Jacques Attali est un des fondateurs de Slate.fr. Il en préside le conseil de surveillance. Economiste, écrivain, éditorialiste à l'Express, Président de PlaNet Finance. Il est l'auteur de nombreux essais, biographies, pièces de théâtre et romans.

A partir des idées trouvées dans les documents précédents et de recherches complémentaires, il vous est demandé de préparer des arguments. Vous vous efforcerez de faire varier la nature de ces arguments pour donner davantage de force à votre argumentation (cf. annexe méthodologique n°1).

Partie 4: Pour la musique, point de salut ?

Désormais, c'est décidé, votre équipe d'agents spéciaux n'écouterait plus de musique qu'en toute légalité. Pour autant, vos salaires sont bien maigres. **N'y a-t-il donc aucun moyen de continuer à égayer gratuitement votre quotidien ?**

1. Est-il possible d'écouter de la musique gratuitement sur Internet ?
 2. Quelle est la valeur créée par chacun des sites ci-dessus ?
 3. Comment gagnent-ils de l'argent ?
 4. Le droit d'auteur est-il respecté dans toutes les solutions proposées sur Internet ?
-

Partie 5 : Saurez-vous déjouer les pièges et saisir les opportunités de l'économie numérique ?

Une amie de votre équipe d'investigation vient d'écrire ce qui sera sans doute le tube de l'été prochain. Maintenant que vous êtes experts en la matière, elle vous demande de la conseiller pour éviter qu'elle ne soit privée de ses droits d'auteur.

Vous allez la conseiller directement sur le site suivant : <http://www.creatif-public.net/DEPN/>

Sur ce site, sélectionnez le module « Propriété littéraire et artistique : droits d'auteurs et droits voisins ».

Conseillez votre amie directement sur le site.

La musique numérique, c'est mieux !?

Votre sens poussé du partage et du développement de l'économie de la connaissance vous pousse à conseiller à votre amie la mise en ligne, sur Internet, de son album.

Vous pouvez proposer les différents morceaux totalement gratuitement sur un site tel que [Jamendo](#) ou sur une plateforme musicale avec paiement d'une somme modique (1,50 euros).

Rédigez un document dans lequel vous préciserez puis explicitez votre choix. Votre argumentation doit mobiliser les notions et idées qui ont été préalablement découvertes dans ce thème ou dans les autres thèmes de l'année (par exemple, rareté, création de valeur, opportunité...)

Lassé de votre activité d'agent spécial, vous envisagez de vous tourner vers une nouvelle activité. Le marché des applications mobiles pour Smartphones a retenu votre attention.

1. Après une lecture du document 6, et en vous appuyant notamment sur les acquis du thème « Comment l'entreprise se lance-t-elle sur un nouveau marché ? », proposez, en équipe, un diaporama présentant votre projet d'entreprise, vos produits, les prix envisagés et leur justification, vos objectifs, les moyens qu'il faudra mobiliser pour les atteindre, ...

FOCUS - Déjà près de 3 milliards de téléchargements ont été effectués sur la seule plateforme d'Apple. Avec 180 millions de smartphones vendus dans le monde, la demande ne fait qu'accroître. Et les sources de revenus sont estimées à 30 milliards de dollars d'ici 3 ans.

2009 aura indiscutablement été l'année des Smartphones. Environ 180 millions d'unités ont été vendues dans le monde en 2009. Une aubaine pour le marché des applications, censé équiper tous ces terminaux. D'après l'institut d'analyse Gartner, ce marché a engrangé l'an dernier, 4,2 milliards de dollars de chiffres d'affaires, aussi bien via les applications payantes que gratuites, qui génèrent des revenus publicitaires.

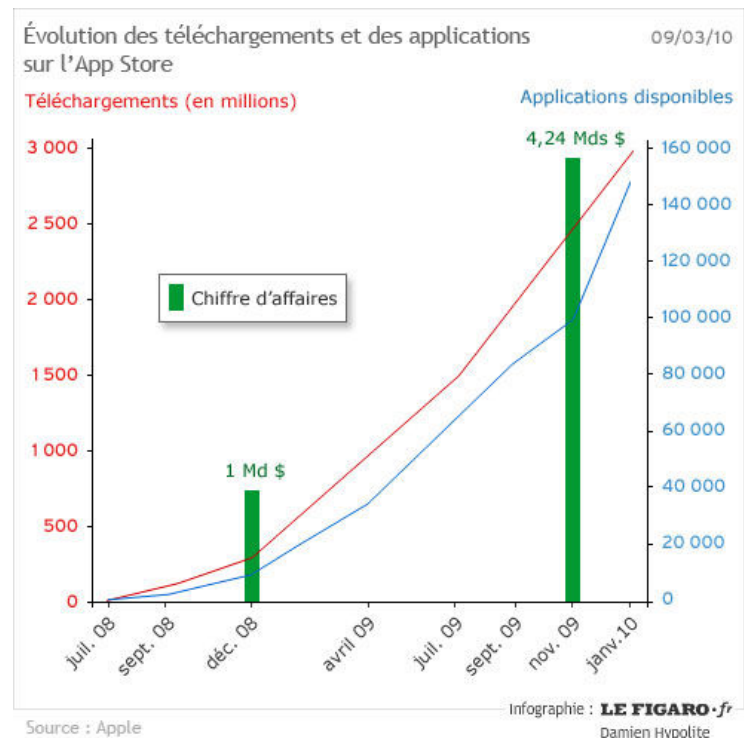
Pour le moment, cette industrie est littéralement dévorée par Apple à l'échelle mondiale. Sa plateforme, l'App Store, représente entre 97,5% et 99,4% du marché selon les études. Un succès qui fait écho à celui de l'iPhone, considéré comme le premier véritable smartphone à usage grand public, vendu à 25 millions d'exemplaires en 2009. L'iPod Touch, qui permet des téléchargements d'applications, est lui aussi un succès avec près de 20 millions d'unités écoulées depuis son lancement en 2007.

« Un coup de génie »

La firme à la pomme recense sur l'App Store plus de 28.000 développeurs qui ont fourni jusqu'ici 150.000 applications. Près de 3 milliards de téléchargements ont été effectués dans 77 pays. (...)

Chez Apple, le paiement est facilité : avec l'App Store, il suffit de se créer un compte iTunes et en 2 clics, c'est fait», explique Renaud Ménéral, directeur de l'agence de marketing mobile UserADgents.

Couplées à une offre abondante, ces facilités de paiement font de l'App Store une affaire rentable pour Apple. «Apple a eu un coup de génie. C'est la première société qui fait la promotion et qui vend des produits qu'elle n'a pas fabriqués, en profitant de l'intelligence collective. Elle n'a rien investi mais récolte 30% des revenus par application payante vendue, les 70% restant allant au développeur. Apple », explique Gilles Blanc, directeur d'étude chez Benchmark. (...)



Pour l'instant, les bénéfices sont relatifs. En décembre 2009, la firme californienne a encaissé 75 millions de dollars d'après les estimations de l'étude de gigaom.com. Une goutte d'eau à comparer aux 15,68 milliards de chiffre d'affaires total du premier trimestre 2009-2010, soit 5,2 milliards mensuels. «Mais Apple se base sur un potentiel de 60 millions d'utilisateurs d'iPhone dans le monde», explique Renaud Ménéral. Et les prévisions de l'Américain ne laissent pas de doute: Apple table sur un gain de 1,6 milliard de dollars en 2012. (...)

Près de 50 millions d'euros pour le marché français

Du côté français, ce marché est comme ailleurs entre les mains d'Apple. D'après userADgents, qui a réalisé une étude approfondie sur le sujet en février dernier, la firme à la pomme contrôle entre 90% et 95% de l'offre. La version française de l'App Store recense 79.976 apps dont 40% gratuites, alimentée par 23.942 développeurs.

| Top 10 des meilleures ventes d'applications par catégorie 09/03/10 | | | | |
|--|-------------------|-----------------------|-----------------------|--|
| | Catégorie | Total apps disponible | Prix moyen (en euros) | Application la plus vendue dans la catégorie |
| 1 | Jeux | 19 161 | 0,97 | Angry Birds |
| 2 | Divertissement | 7 780 | 0,57 | Aging Booth |
| 3 | Utilitaires | 5 275 | 1,07 | Congrès Fêtes |
| 4 | Livres numériques | 4 723 | 1,30 | L'anglais pour les nuls |
| 5 | Musique | 4 363 | 1,17 | Shazam Encore |
| 6 | Enseignement | 4 254 | 1,87 | Dictionnaire l'Internaute |
| 7 | Voyages | 3 765 | 1,86 | RATP Premium : métro et bus Paris |
| 8 | Style de vie | 3 414 | 0,74 | 2000 courriers types |
| 9 | Sport | 2 752 | 1,36 | l'Équipe.fr |
| 10 | Productivité | 2 634 | 1,68 | Trucs et Astuces : les secrets de l'iPhone |

Source : userADgents

Infographie : **LE FIGARO.fr**
Damien Hypolite

Pour les fournisseurs d'applications payantes, le marché français est estimé dans une fourchette de 30 à 50 millions d'euros en 2010. Le revenu moyen par développeur s'établirait à 2040 euros par mois (2800 dollars). «L'écosystème est rentable car avant, il fallait passer par l'opérateur qui prenait 50% des revenus», confirme Nicolas Bensignor, directeur de Playsoft, une agence spécialisée dans le développement d'applications. (...)

Un marché exposé à la piraterie

Seul inconvénient auquel les acteurs du marché doivent se préparer : la piraterie sur les applications payantes. D'après le site américain 24/7 Wall Street, cette dernière représente déjà un manque à gagner direct de 135 millions de dollars pour Apple et de 315 millions de dollars pour les développeurs. «Cela concerne pour le moment principalement les jeux», tempère Renaud Ménéral. Le phénomène, encore minoritaire, ne serait d'ailleurs pas mauvais signe d'après les analystes. «La piraterie est le pendant de toute économie qui marche bien», souligne Gilles Blanc.